



Appel à communications
Journée d'étude
Ce que la violence politique fait aux carrières militantes (France, 1962-2012)
7 février 2014

Centre Emile Durkheim (UMR5116), Science Po Bordeaux, Université Bordeaux Segalen

La recherche universitaire française témoigne ces dernières années d'un intérêt tout particulier pour la violence politique et ses expressions contemporaines. Ce constat s'inscrit en outre dans un dialogue ouvert au sein des sciences sociales, à la croisée des études sur la violence et de la sociologie des mobilisations et de l'action collective¹. Au-delà des enjeux propres à chaque discipline, tant théoriques qu'empiriques, ces travaux démontrent la pertinence de l'étude de la violence comme forme de conflictualité politique, qui, du point de vue de la France, relève d'un triple caractère marginal, illégitime et – sans être systématique – spectaculaire. Comme toute dynamique, cela ne va pas sans écueil. Ainsi – et de manière finalement assez logique – les travaux menés instaurent presque mécaniquement à la fois des zones surexposées et d'autres dans l'ombre, aussi bien du point de vue chronologique, spatial que des formes de conflictualité. Cette journée d'étude invite à dresser un état des lieux interdisciplinaire des recherches portant sur la violence politique telle qu'elle se décline en France depuis 50 ans.

La violence politique dans l'espace national français, un objet de recherche délaissé ?

Si la violence politique est un « objet pluridisciplinaire défriché par les historiens étrangers mais négligé en France »², elle est, de plus, rarement interrogée dans l'espace géographique français. Afin de dépasser les cadres d'une violence exotisée – parce que supposée lointaine –, nous proposons de penser cette question à partir du territoire français. Quelles formes de la violence politique observe-t-on en France métropolitaine et d'outre-mer ? Quels sont les régions et les espaces sociaux dans lesquels l'action violente constitue un répertoire d'action collective parmi d'autres ? Quelles sont les caractéristiques de ces militants, hommes et femmes, engagés dans la voie de la violence ? Ce recentrage de regard, qu'il pose ou non la question des frontières, invite à penser l'espace national comme lieu d'expression de la violence politique et à en interroger le caractère endogène. Enfin, considérer la violence politique en contexte démocratique invite à interroger le contexte socio-politique dans le recours à une pratique. Plus largement, au-delà de la genèse du phénomène se pose la question de ses déclinaisons du point de vue des dynamiques protestataires et de leurs effets sur l'ordre social.

Une pacification de la conflictualité politique française depuis 1962 ?

Si la violence politique traverse les sociétés contemporaines régies par les valeurs démocratiques, le phénomène invite à en interroger les temporalités à travers le rapport des acteurs à la violence et les variations de ses formes et de son intensité. Depuis la fin de la Guerre d'Algérie, si la France n'est plus en situation de conflit militaire sur son territoire, la contestation de l'ordre politique, qu'elle s'inscrive dans l'espace des mobilisations ou de la déviance, et qu'elle touche à des questions d'ordre

1 Crettiez Xavier et Mucchielli Laurent, *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010 ; « Le passage par la violence en politique », *Cultures & Conflits*, n° 81-82, 2011.
2 Audigier François, Girard Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve Edition, 2012.

national, révolutionnaire³ ou religieux, n'a pas disparu pour autant. Au cours des cinquante dernières années, quelles lectures à la fois diachroniques et synchroniques peut-on faire des multiples formes de la violence politique dans l'espace français qui, pour autant pacifié qu'il soit sur le plan militaire, n'en demeure pas moins un lieu d'expression ponctuelle de la conflictualité et du militantisme violents ? La question, rarement envisagée à l'échelle d'un territoire national, mérite d'être posée. Délimitées sur le plan spatial et/ou temporel, ces manifestations invitent à interroger les formes, les acteurs, les cycles et les dynamiques de la violence politique pour restituer la complexité du phénomène et son inscription dans l'espace national.

Une analyse processuelle de la radicalisation politique : l'entrée par les carrières militantes

Par ailleurs, le constat de la « triple routinisation des objets, des schèmes d'interprétation et des arts de faire méthodologiques⁴ » des mobilisations vaut pour leurs formes violentes et invite à développer et enrichir les recherches. En ce sens, cet appel à communications invite à se situer à l'intersection de ces trois dimensions en interrogeant l'impact du recours à la violence sur les « carrières militantes⁵ » des actrices et acteurs du phénomène.

Pris comme point de départ, ce concept permet de rendre compte des processus d'engagement et de radicalisation⁶, à la lumière d'un répertoire d'action particulier – le recours à des actions matériellement violentes – tout en travaillant sur le « capital militant⁷ ». Refusant les approches essentialisantes ou pathologisantes, il invite au contraire à penser « la dialectique permanente entre histoire individuelle, institution et contextes⁸ ». Les trajectoires biographiques de militant(e)s méritent ainsi d'être resituées dans les contextes institutionnels, chronologiques et interactionnels traversés avant et pendant l'engagement dans la cause violente. De ce point de vue, « les incidences biographiques de l'engagement⁹ » peuvent intégrer la violence comme outil politique, en concentrant l'analyse sur les acteurs premiers de la violence politique plutôt que sur les réponses institutionnelles développées, interrogeant directement les mécanismes de régulation sociale rencontrés par ces acteurs.

L'analyse de la dimension processuelle de l'engagement dans la violence politique invite à travailler une double dimension. La première consiste d'une part à saisir, à travers l'analyse des cheminements biographiques de militant.e.s, les déterminants qui favorisent la rencontre entre un individu et la violence politique. Cette analyse des processus d'enrôlement permet, entre autres, d'identifier les espaces sociaux mais également les événements socio-historiques producteurs d'engagement militant violent¹⁰. D'autre part, la seconde vise à appréhender les effets produits sur les carrières militantes. L'objectif de cet appel à communications est de repenser les carrières militantes à l'aide des données biographiques mais également de porter un regard à l'intérieur des structures violentes (pratiques, normes d'engagement, conflits, et hiérarchies internes aux organisations et mouvements violents). Cette analyse peut permettre d'interroger à la fois les modalités de recrutement et de maintien de la cause violente en articulant, à travers des jeux

3 Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

4 Combes Hélène, Hmed Choukri, Mathieu Lilian, Siméant Johanna et Sommier Isabelle, « Observer les mobilisations » Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux, *Politix*, 2011/1, n° 93, p. 7-27.

5 Fillieule Olivier, « Post-scriptum. Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001.

6 *Lien social et Politiques*, dossier « Radicalités et radicalisations – la fabrication d'une nouvelle « norme » politique ? », n° 68, 2012.

7 Matonti Frédérique et Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 n° 155, p. 4-11.

8 Fillieule Olivier, « Carrière militante », dans Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 86.

9 Cf. le dossier coordonné par Catherine Leclercq et Julie Pagis, *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n° 84.

10 Sur ce point, la sociologie de l'action collective peut éclairer de nombreux pans de l'entrée dans la violence politique, en s'appuyant notamment des travaux sur les réseaux de sociabilité préalables à l'engagement (Duriez B. et Sawicki F., 2003, *Politix*), à la disponibilité biographique ou encore au choc moral suscité par des événements.

d'échelles, une perspective à la fois microsociologique, mésosociologique et macrosociologique de l'engagement dans une carrière de violence politique.

Une approche empirique de la violence politique

De ce questionnement découle celui – triple – de la quantification du phénomène, des sources mobilisées et de l'accès au terrain. Pour comprendre ce que la violence politique fait aux carrières militantes, nous souhaitons mettre en avant la démarche empirique pour regarder et analyser la violence politique et ses impacts dans une perspective relationnelle qui, sans être surdéterminée par eux, intègre les effets de la coercition et des appareils régaliens. En raison des difficultés d'accès au terrain, les enquêtes utilisent de façon majeure des sources de seconde main et peu d'entretiens biographiques. L'observation soulève par ailleurs des questions méthodologiques et éthiques en raison du caractère illégal de la violence. En s'écartant du registre de l'exceptionnalité, il s'agit ainsi de mettre en lumière l'impact de la violence politique dans les trajectoires, aussi bien individuelles que collectives, posant ainsi la question du sens d'un engagement qui s'exprime – sans être exclusive – par le recours à la violence.

En articulant la triple dimension temporelle, spatiale et sociale, nous invitons donc à interroger à la fois les objets déjà travaillés et mis en silence, et à en déterminer les motivations. Pour appréhender l'impact de la violence politique sur les carrières militantes, les propositions de communication se concentreront autour de deux axes principaux : les temporalités et le rapport à la contrainte socio-politique et à la coercition régaliennne à l'époque contemporaine.

L'axe 1 invite à se pencher sur les parcours individuels et collectifs des militants qui s'engagent dans la violence politique en France à l'appui de données quantitatives et qualitatives : analyse séquentielle, prosopographie, entretiens biographiques, archives. Il s'agit également d'explorer les processus de maintien et de désengagement et de porter son attention sur la temporalité des groupes et les cycles de mobilisation violente dans les processus de carrières des militant.e.s.

L'axe 2 porte plus particulièrement sur le traitement de cette violence politique en France, du point de vue des différents espaces de régulation sociale (justice pénale et autres appareils normatifs) et leurs effets sur les carrières militantes. Il invite également à réfléchir à l'inscription de la conflictualité politique violente dans les représentations de la France contemporaine.

Les propositions de contributions sont à envoyer à
fanny.bugnon@scpobx.fr et isabelle.lacroix@uvsq.fr

Comité scientifique :

François Audigier, CRULH, Université de Lorraine ; Ludivine Bantigny, GRHIS-Université de Rouen ; Xavier Crettiez, CESDIP, Université Versailles-Saint-Quentin ; Jacques Faget, Centre Emile Durkheim, Science Po Bordeaux ; Xabier Itçaina, Centre Emile Durkheim, Science Po Bordeaux ; Michel Naepels, IRIS-EHESS ; Geneviève Pruvost, CEMS-EHESS ; Fred Reno, CRPLC, Université Antilles-Guyane ; Johanna Siméant, CESSP-CRPS-CNRS Paris 1 ; Isabelle Sommier, CESSP-CRPS-CNRS Paris 1 ; Laurent Willemez, Printemps-CNRS, Université Versailles-Saint-Quentin.

Comité d'organisation :

Fanny Bugnon, Centre Emile Durkheim, Science Po Bordeaux et Isabelle Lacroix, Printemps-CNRS-Université Versailles-Saint-Quentin.

Calendrier

* 20 septembre 2013 : date limite d'envoi des propositions de communication (résumé d'une page).

* 30 octobre 2013 : réponses aux contributeurs.

* 25 janvier 2014 : date limite d'envoi des textes, 30 000 - 35 000 signes (espaces, notes et références bibliographiques compris) en vue d'une publication.